

NKUSI Christ-Evrard

Commissaire aux Comptes
*Membre de la Compagnie des
Commissaires aux Comptes de Paris*

26, allée Paul Cézanne
94450 Limeil-Brévannes

AGE - Association de Groupements Educatifs

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
Siège social : 10 rue Gutenberg 77100 Meaux
SIREN : 775 662 943

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

AGE – ASSOCIATION DE GROUPEMENTS EDUCATIFS

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
Siège social : 10 rue Gutenberg 77100 Meaux
SIREN : 775 662 943

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
(Exercice clos le 31.12.2023)

Aux membres de l'assemblée générale de l'AGE - Association de Groupements Educatifs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DE GROUPEMENTS EDUCATIFS relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

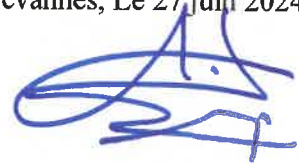


Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Limeil-Brévannes, Le 27 juin 2024



NKUSI Christ-Evrard
Commissaire aux Comptes

Association de Groupements Educatifs

10 rue Gutenberg
77100 Meaux

Comptes Annuels

Exercice clos le 31/12/2023

Association de Groupements Educatifs

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	50 485	40 239	10 246	13 834
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes	6 875		6 875	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	16 879 822	10 719 026	6 160 796	7 946 107
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 328 379	3 032 962	295 417	580 711
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	12 875 000		12 875 000	11 375 000
Autres titres immobilisés	199 409		199 409	197 442
Prêts				
Autres	64 033		64 033	75 492
Total I	33 404 003	13 792 227	19 611 777	20 188 587
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés	3 046		3 046	
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 935 247	11 193	2 924 054	3 805 200
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	7 734 198		7 734 198	175 661
Valeurs mobilières de placement	3 157		3 157	505 196
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 093 483		1 093 483	288 858
Charges constatées d'avance	25 932		25 932	31 447
Total II	11 795 064	11 193	11 783 871	4 806 363
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion Actif				
TOTAL ACTIF	45 199 067	13 803 420	31 395 647	24 994 950

CERTIFIE
REGULIER ET SINCERE

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	2 564 507	2 564 507
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation	272 747	272 747
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	18 273 978	12 650 969
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales gestion contrôlée</i>	3 440 401	3 519 912
Report à nouveau	-15 102 699	-9 276 499
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales gestion contrôlée</i>	-8 723 039	-1 250 961
<i>Dont charges non opposables aux tiers financeurs</i>	-2 153 815	-2 159 917
Excédent ou déficit de l'exercice	472 520	-203 190
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales gestion contrôlée</i>		
Situation nette (sous total)	6 481 053	6 008 534
Subventions d'investissement	6 890	6 890
Provisions réglementées	2 552 712	2 815 742
Total I	9 040 655	8 831 165
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	249 528	249 528
Total II	249 528	249 528
PROVISIONS		
Provisions pour risques	203 806	62 144
Provisions pour charges	974 531	920 359
Total III	1 178 336	982 502
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 666 167	5 358 465
Emprunts et dettes financières diverses	2 817 491	740 291
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 041 099	1 320 228
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	6 029 750	6 044 266
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	49 813
Autres dettes	6 372 621	1 418 692
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Total IV	20 927 127	14 931 755
TOTAL PASSIF	31 395 647	24 994 950

CERTIFIE
REGULIER ET SINCERE

Association de Groupements Educatifs

COMPTE DE RESULTAT (1ère Partie)	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		100
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	5 828	10 114
Ventes de prestations de services	29 218	45 134
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	16 468 436	20 818 342
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation		
Consumptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Subvention exploitat.	515 289	
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	79 998	436 711
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Cotisations		
Autres produits	299 419	568 936
Total I	17 398 188	21 879 337
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	4 194 513	5 661 695
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 122 132	1 365 486
Salaires et traitements	8 356 428	12 858 157
Charges sociales	3 067 562	4 591 788
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	655 616	1 106 857
Dotations aux provisions	275 832	160 500
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	157 805	217 367
Total II	17 830 889	25 961 851
1. RESULTAT D'EXPLOITATION	- 432 701	- 4 082 514

**CERTIFIE
REGULIER ET SINCERE**

COMPTE DE RESULTAT (2ème Partie)	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	759 051	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	12 804	6 665
Total III	771 855	6 665
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	255 940	198 392
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	255 940	198 392
2. RESULTAT FINANCIER	515 915	- 191 727
3. RESULTAT COURANT avant impôts	83 214	- 4 274 241
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	79 299	500 528
Sur opérations en capital	1 629 941	6 379 240
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	263 030	1 142 425
Total V	1 972 271	8 022 193
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	120 308	22 954
Sur opérations en capital	1 462 276	3 922 178
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	381	4 568
Total VI	1 582 965	3 949 700
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL	389 306	4 072 494
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	0	1 443
TOTAL DES PRODUITS	20 142 314	29 908 195
TOTAL DES CHARGES	19 669 764	30 111 386
EXCEDENT OU DEFICIT	472 520	- 203 190

**CERTIFIE
REGULIER ET SINCERE**

ANNEXES

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois, tout comme l'exercice précédent clos le 31/12/2022.

Le total du Bilan s'élève à 31 395 647 €

Le résultat est un excédent de 472 520 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels, qui ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

PRESENTATION DE L'ENTITE

L'article 1 des statuts précise que « L'Association dite "Association de Groupements Educatifs", fondée conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 a pour but de concevoir, créer, administrer, animer tous les établissements ou services d'aide et de prise en charge des mineurs, et de toutes personnes dont la situation appelle l'aide et la protection.

Sa durée est illimitée. »

L'AGE gère des établissements soumis à autorisation et à agrément essentiellement attribués par les services départementaux d'aide à l'enfance. De ce fait ces établissements sont financés de façon pérenne sur la base d'un tarif fixé à l'issue de la procédure budgétaire. Les activités sont réparties dans plusieurs régions :

- L'établissement « AGE DEFIS » à Meaux accueille des enfants et des jeunes de 6 à 21 ans, en internat ou en externat
- L'établissement « Le Vieux collège » à Magnac-Laval gère plusieurs dispositifs pour des jeunes de 10 à 21 ans.
- L'établissement « Jean Escudé » à Barcelonnette a cessé l'accueil et l'accompagnement de jeunes suite au retrait de l'autorisation en avril 2023
- L'établissement « Les Chennevières » à Vereux accueille des jeunes de 8 à 21 ans
- L'établissement « Les Perce neige » à Gap accueille des enfants et des jeunes de 6 à 21 ans répartis en trois groupes et une unité d'aide aux jeunes majeurs
- Le service Moïse à Paris reçoit des femmes enceintes en difficulté. Ce service relève de la Ville de Paris.

Le siège de l'association a déménagé en 2024 à Meaux regroupant la direction générale et les services communs à tous les établissements.

L'association développe également des actions innovantes dont la pérennité dépend des décisions des autorités de tarification.

CHANGEMENTS DE METHODE

Evaluation et comptabilisation

Aucun changement de méthode d'évaluation et de comptabilisation n'est à signaler

Présentation des comptes annuels

La présentation des comptes annuels n'est pas modifiée par rapport à 2022.

**CERTIFIE
REGULIER ET SINCERE**

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- La fermeture de la MECS Jean Escudié le 12 Avril 2023 suite au retrait de l'autorisation par le Département des Alpes de Haute Provence laquelle a été confiée à l'ADSEA04 se traduit par une baisse forte de l'activité. Un audit à la demande du département est en cours et nous attendons le rapport final.
- AGE a fait l'objet d'un contrôle Urssaf sur les exercices 2021 et 2022 et nous sommes en attente de la conclusion.
- En fin d'année 2023, la résiliation anticipée du bail emphytéotique portant sur les locaux sis occupés par la DG et AGE-DEFIS, situé au 13 rue Aristide Briand à Villenoy est actée en accord avec les instances du Département de la Seine et Marne.
- Un dossier contentieux est en cours à l'encontre de la ville de Paris suite à la fermeture du CEUV avec un coût du PSE de 2 300 K€. Une audience portant sur l'annulation de la fermeture, les indemnités de licenciements et le TTICF a eu lieu et les référés sont attendus.
- L'autorisation d'accueil de l'établissement DEFIS initialement centré sur l'accueil d'adolescents garçons à partir de 13 ans, a été élargi. Ainsi depuis le 1er juillet 2023, l'établissement bénéficie d'un agrément permettant l'accueil d'enfants à partir de 6 ans.
- Des bâtiments appartenant à la SCI, qui ne sont plus utilisés par l'association ont été mis en vente. Une convention de trésorerie a été conclue entre l'association et la SCI. La SCI AGESTIMMO a fait une avance de trésorerie à l'AGE à hauteur de 2 800 000€ grâce à la vente de biens immobiliers dans l'attente de l'issue des litiges du CEUV.

FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE et CONTINUITE DE L'EXPLOITATION

Plusieurs procédures contentieuses ont été engagées pour obtenir la prise en charge des coûts liés à la fermeture du CEUV.

De même, les motifs du retrait de l'habilitation de l'établissement Jean Escudié sont contestés et des procédures sont engagées.

Des bâtiments appartenant à la SCI, qui ne sont plus utilisés par l'association ont été cédés. Une convention de trésorerie a été conclue entre l'association et la SCI. Celle-ci fait des avances de trésorerie dans l'attente de l'issue des litiges du CEUV, notamment. C'est en tout un apport de 2.800 K€.

La SCI AGESTIMMO a conclu un bail avec l'ADSEA qui assure la continuité d'activité de la MECS Jean Escudié pour l'ensemble immobilier qu'elle a reçu en apport.

Un rapprochement partenarial est engagé avec une autre association, l'Union Pour l'Enfance, afin de renforcer la position de l'association auprès de ses partenaires institutionnels, mais aussi en vue de développement de nouveaux projets

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2022 ont été établis en conformité avec le plan comptable général, règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables, et de ses adaptations aux organismes à but non lucratif :

- Règlement ANC 2018-06 relatif aux personnes morales à but non lucratif tenues d'établir des comptes annuels et complété par le règlement ANC 2020-08.
- Règlement ANC 2019-04 relatif aux organismes gérant des établissements sociaux et médico-sociaux.
- De la nomenclature des comptes prévues dans l'instruction M22 et publié par arrêté chaque année.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendances des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels tels que prévus par la réglementation comptable.

La méthode des coûts historique a été appliquée pour évaluer les éléments comptabilisés.

Le résultat 2023 de la SCI AGESTIMMO, dont l'AGE est le principal associé, est inclus dans le résultat 2023 de l'AGE pour 677 924€

**CERTIFIE
REGULIER ET SINCERE**

Dérogations aux méthodes comptables

Par exception, pour respecter les décisions des autorités de tarification en matière d'affectation des résultats des établissements qui ne seraient pas conforme à la réglementation comptable, ces décisions sont traduites dans les comptes telles qu'elles ont été formulées. Ces dérogations sont mentionnées dans les notes de l'annexe relatives aux postes concernés.

PRINCIPALES METHODES UTILISEES**Agrégation des comptes**

Les établissements gérés par l'association sont tenus de tenir une comptabilité séparée. Les comptes annuels de l'association sont établis par la sommation de ces comptabilités. Les frais de siège figurent en charges dans les comptes des établissements et en produits des comptes de la direction générale. Le montant est compensé pour la présentation des comptes annuels de l'association.

En conséquence, le résultat comptable de l'association correspond à la compensation des résultats déficitaires et excédentaires de ces établissements. Compte tenu des modalités de financement de ces activités ainsi que de leur indépendance administrative et financière, ces résultats ne sont pas financièrement compensables.

Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées au bilan, à leur coût d'achat hors frais d'acquisition.

La décomposition des constructions a été réalisée selon l'avis n°2004-11 du CNC relatif aux organismes de logement sociaux.

Composants	Répartition	Durée
Structure et ouvrage	77,70%	50 ans
Menuiseries extérieures	3,30%	20 ans
Chauffage collectif	3,20%	20 ans
Etanchéité	1,10%	15 ans
Ravalement avec amélioration	2,10%	15 ans
Electricité	5,20%	20 ans
Plomberie sanitaire	4,60%	20 ans
Ascenseur	2,80%	20 ans

Les autres immobilisations sont amorties sur leur durée d'usage qui se révèle conforme à leur durée d'utilisation, sans retenir de valeur résiduelle.

Autres immobilisations	Durée
Mobilier matériel d'hébergement	5 à 10 ans
Matériel éducatif scolaire loisir apprentissage	5 à 10 ans
Matériel de puériculture	5 à 10 ans
Matériel des services généraux	5 à 10 ans
Matériel divers	10 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 ans
Matériel informatique	5 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans

Les dépenses qui ont pour but de modifier les installations, de prolonger leur durée de vie ou de remplacer des immobilisations existantes sont enregistrées en immobilisation en contrepartie de la sortie du composant correspondant.

Fonds propres

Les **fonds propres avec droit de reprise** correspondent à des financements attribués par les autorités de la tarification qui ne seront repris qu'à la fermeture des établissements concernés.

**CERTIFIE
REGULIER ET SINCERE**

Les **réserves réglementées**, définies dans le Code de l'action sociale et des familles (CASF), ont pour finalité d'assurer :

- Un équilibre financier : réserve « couverture du besoin en fonds de roulement » et réserve de compensation des déficits
- Le financement des immobilisations : excédents affectés à l'investissement et réserve de compensation des charges d'amortissement

La réserve de compensation des déficits est reprise en cas de déficit et la réserve de compensation des charges d'amortissement est reprise au rythme des amortissements des investissements qu'elle a permis de financer.

Report à nouveau – Charges et produits dont la prise en compte est différée :

La prise en compte dans le résultat de l'exercice des droits acquis par les salariés au titre des congés à payer et autres n'est pas prévue par le CASF. La part de résultat correspondante est enregistrée dans un compte de report à nouveau spécifique

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont rapportées au résultat à hauteur des dotations aux amortissements des biens qu'elles ont permis de financer.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées, qui ne répondent pas à la définition du plan comptable général, sont définies aux articles R314-81 et R314-95 du CASF. Elles sont attribuées en complément des financements l'exploitation pour contribuer :

- au financement des investissements : Différences de réalisation d'éléments d'actifs et produits financiers
- à la trésorerie : couverture du besoin en fonds de roulement

Provisions

Provisions pour grosses réparations

Elles comprennent exclusivement les dépenses d'entretien prévisibles s'inscrivant dans un programme de travaux dont les montants sont déterminés par des devis et approuvés par le Conseil d'Administration.

Provisions pour risques et charges

Ce poste enregistre principalement les risques et les charges à prévoir sur des actions ou procès en cours au 31 décembre, intentés par d'anciens salariés de l'Association. Le montant de la provision est la meilleure estimation d'avoir à verser des compléments de salaires ou des indemnités.

Provisions pour indemnités de départ à la retraite

Les engagements sont évalués suivant la méthode actuarielle recommandée. Les hypothèses retenues pour évaluer le montant des engagements de retraite sont les suivantes :

- Table de mortalité : INED 2019-2021
- Taux d'actualisation : 3,75 %
- Initiative de départ : Départ volontaire
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de progression des salaires : 1 %
- Le taux de turn-over a été déterminé par tranches d'âge en distinguant les cadres et non cadres. Les taux retenus sont compris entre 2% et 19%.

Créances

L'activité des établissements est facturée sur la base du nombre de journées réalisées aux conseils départementaux dont relèvent les jeunes. Ceux-ci sont assimilés à des clients. En cas de décalage entre l'arrivée d'un jeune et la réception de l'autorisation de prise en charge, une facture à établir est comptabilisée.

Frais de siège

Les frais de siège représentent les services communs à l'ensemble des établissements et à la direction générale. Ces frais sont financés par les établissements qui incluent dans leur budget la quote-part qui leur revient et représentent un produit pour le siège. S'agissant d'écritures internes à l'association, ces comptes sont compensés pour l'établissement des comptes annuels

AUTRES INFORMATIONS***Effectif salarié***

Effectif	Nombre de salariés	ETP 2023	ETP 2022
Cadres	33	29.95	30.65
Non cadre	223	214.51	261.89
Stagiaires	0	0	0
Total	256	244.46	292.54

Honoraires du commissaire aux comptes

En application de l'article L820-3 du Code de commerce, nous indiquons que le montant des honoraires du commissaire aux comptes au titre de l'exercice 2023 s'élève à 34 200 € TTC.

Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants, salariés ou bénévoles

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relatif au volontariat et de l'engagement associatif, les trois plus hauts cadres dirigeants, membres du Bureau de l'association, sont bénévoles et ne perçoivent ni rémunération, ni avantage en nature.

Contributions volontaires en nature

Les seules contributions en nature sont constituées du temps passé par les administrateurs pour la gestion de l'association. Il n'a pas été jugé opportun de mesurer le temps passé et de le valoriser.

CERTIFIE
REGULIER ET SINCERE

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

ACTIF IMMOBILISE

Tableau de variations des Immobilisations incorporelles et corporelles

Valeurs brutes	Au 1/01/2023	Acquisitions	Diminution		Au 31/12/2023
			Apports SCI	sorties	
<u>Immobilisations incorporelles</u>					
Logiciels	50 485				50 485
<u>Constructions</u>					
Bâtiments sur sol propre	8 062 644		1 568 000		6 494 643
Agts. instal. sur sol propre	6 851 325	14 962	1 574 601		5 291 685
Agts. instal. sur sol d'autrui	5 093 494				5 093 494
<u>Autres immobilisations</u>					
Mobilier matériel d'hébergement	418 975	907		134 074	285 807
Matériel éducatif scolaire loisir apprentis.	739 573			100 681	638 892
Matériel des services généraux	963 674			252 166	711 509
Matériel de transport	1 550 399	8 363		348 422	1 210 340
Matériel de bureau	166 995			40 768	166 227
Matériel informatique	252 683	9 758		17 042	245 399
Mobilier de bureau	136 658			26 452	110 205
Immobilisations en cours					
TOTAL	24 286 905	33 990	3 142 601	919 605	20 258 686

Amortissements	Au 1/01/2023	Dotations	Diminution		Au 31/12/2023
			Apports SCI	sorties	
<u>Immobilisations incorporelles</u>					
Logiciels	36 651	3 588			40 239
<u>Constructions</u>					
Bâtiments sur sol propre	5 969 934	104 594	1 106 400		4 968 128
Agts. instal. sur sol propre	2 808 278	262 984	679 967		2 391 295
Agts. instal. sur sol d'autrui	3 283 142	76 461			3 359 604
<u>Autres immobilisations</u>					
Mobilier matériel d'hébergement	372 421	17 083		124 989	264 516
Matériel éducatif scolaire loisir	688 606	17 721		79 427	626 899
Matériel des services généraux	800 195	37 192		208 544	628 842
Matériel de transport	1 358 354	78 924		321 590	1 115 688
Matériel de bureau	141 857	11 860		37 330	116 387
Matériel informatique	180 357	23 205		15 047	188 515
Mobilier de bureau	106 455	5 711		20 052	92 114
TOTAL	15 746 250	639 323	1 786 367	806 979	13 792 227

CERTIFIE
REGULIER ET SINCERE

Immobilisations financières

Filiales et participations

L'AGE détient 99.9% des parts de la SCI AGESTIMMO pour une valeur de 11 360 000 €. Elle a participé à 100% de l'augmentation de capital en 2022 de 6 360 K€.

L'AGE détient par ailleurs la totalité de la dotation du Fonds de dotation, pour une valeur de 15 K€. Les résultats des exercices 2022 et 2023 sont repartis à hauteur de part entre la gestion propre de l'association et le fond de dotation propriétaires de la SCI AGESTIMMO.

ACTIF CIRCULANT

Échéances des créances

Créances	Montant	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans
Avances et acomptes versées sur commandes			
Conseils départementaux :			
Frais de séjour	2 921 227	1 629 938	1 291 289
Factures à établir	14 019	14 019	
Avances et acomptes au personnel	740		740
Organismes sociaux	20 352	20 352	
Compte courant SCI	684 828	582 621	102 207
Autres créances	7 017 086	710 618	6 306 468
Produits à recevoir			
TOTAL	10 658 253	2 957 548	7 700 704

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont composées, de titres du Crédit Agricole. Ce portefeuille a été constitué en vue du financement des comptes épargne-temps. A la clôture, ces titres sont évalués à 3 157 €

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges d'exploitation.

**CERTIFIE
REGULIER ET SINCERE**

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Tableau de variation des fonds propres

FONDS PROPRES	Solde au 1/01/2023	Affectation du Résultat	Augmentation	Diminution	Solde au 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires	2 564 507				2 564 507
Fonds propres avec droit de reprise					
Fonds propres statutaires					
Fonds propres complémentaires					
Ecart de réévaluation	272 747				272 747
Réserves					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres	12 650 968	5 702 520		-79 511	18 273 978
Dont gestion propre	9 131 057	5 702 520			14 833 578
dont excédent affectés à l'investissement	1 823 066				1 823 066
Dont couverture du BFR	939 727			-79 511	860 216
dont réserve de compensation des déficits	754 649				754 649
dont réserve comp charges d'amort	2 470				2 470
Report à nouveau	-9 276 498	-5 905 710	945 141	-865 631	-15 102 699
Dont gestion propre	-5 865 621	986 446	684 847	-31 517	-4 225 845
Dont report à nouveau des activités SMS	-1 250 961	-6 898 258	260 294	-834 114	-8 723 039
Dont charges prise en compte différée	-2 159 917	6 102			-2 153 815
Excédent ou déficit de l'exercice	-203 190	203 190	472 520		472 520
Dont gestion propre	6 544 288	-6 544 288	4 126 353		4 126 353
Dont résultat des activités SMS	-6 747 478	6 747 487	-3 653 833		-3 653 833
SITUATION NETTE	6 008 533		1 417 661	-945 142	6 481 053
Subventions d'investissement	6 890				6 890
Provisions réglementées	2 815 742			-263 030	2 552 712
Dont couverture du BFR	1 643 920			-92 138	1 551 781
Dont produits financiers	4 568				4 568
Dont Différence sur réalisations d'actif	1 167 254			-170 892	996 362
TOTAL I	8 831 165	0	1 417 661	-1 208 172	9 040 655

CERTIFIE
REGULIER ET SINCERE

Détail des reports à nouveau par établissement

	Reports à nouveau			
	Gestion propre	Sous contrôle de tiers	Prise en compte différée	Total
Gestion propre	-5 134 736			-5 134 736
Direction Générale	22 120	20 188	-77 406	-35 098
A.G.E. M.O.I.S.E.	-1 916	185 165	-37 828	145 421
Les Perce Neige	3 839	601 104	-154 660	450 284
Le Vieux Collège	55 786	169 363	-573 069	-347 918
Jean Escudé		-781 270	-155 215	-936 485
A.G.E. D.E.F.I.S.	-7 072	-835 805	-357 269	-1 200 146
Les Chennevières	-15 345	-1 199 453	-445 089	-1 659 887
C.E.U.V.	851 477	-6 882 332	-353 279	-6 384 135
TOTAL	-4 225 845	-8 723 039	-2 153 815	-15 102 699

Résultat effectif global

	Exercice 2023	Exercice 2022
Résultat comptable	472 520	-203 190
Reprise de résultats antérieurs	-327 901	-1 005 361
Résultat effectif global	144 619	-1 208 551
Dont excédent ou déficit en gestion propre	4 126 353	6 544 288
Dont excédent ou déficit en gestion contrôlée	-4 598 873	-7 752 838

Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont constitués de financements affectés par les autorités de tarification à des dépenses ponctuelles, à engager pour les salariés. Ces fonds ont été constitués il y a plus de deux exercices. Aucune utilisation n'a été constatée en 2023.

- Direction générale : 845 €
- Les Perce Neige : 53 300 €
- Le Vieux Collège : 195 383 €

Provisions pour risque et charges

Nature des provisions	RAN	Dotation	Reprise	Au 31/12/2023
PGR Biens en location	53 430		-11 549	41 880
Provision pour litiges	62 144	203 806	-62 144	203 806
Provision pour IDR	866 929	72 026	-6 305	932 650
TOTAL	982 502	275 832	-79 998	1 178 336

**CERTIFIE
REGULIER ET SINCERE**

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Emprunts	Au 1/01/2023	Nouveau	Remboursés	Au 31/12/2023
Gestion Propre	473 490		116 898	356 592
Les Perce-Neige	2 157 887		171 517	1 986 370
Le Vieux Collège	84 390		84 390	0
Jean Escudié/Gestion Propre	489 758		115 483	374 275
Gestion propre	659 152		36 162	622 990
C.E.U.V/Gestion Propre	1 493 787		309 225	1 184 562
Sous-total emprunts	5 358 465	0	833 647	4 524 818
Dettes de trésorerie		2 800 000		2 800 000
Intérêts courus	19 642	1 883	268	17 491
TOTAL	5 378 107	2 801 883	833 915	7 342 310

Echéances de dettes

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissement de crédit	4 666 167	921 293	2 263 799	1 481 075
Dettes financières diverses	2 817 491	17 491		2 800 000
Fournisseurs	1 041 099	1 041 099		
Dettes fiscales et sociales	6 029 750	6 029 750		
Compte courant Fonds dotation	5 000		5 000	
Autres dettes	6 367 621	943 274	5 424 347	
TOTAL	20 927 127	8 952 907	7 693 146	4 281 075

**CERTIFIE
REGULIER ET SINCERE**

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Tableau de détail des produits d'exploitation et des résultats comptables des établissements

	Département	Privées	TOTAL	Résultat net
Concours publics				
Moïse	331 807		331 807	-86 761
Les Perce Neige	3 073 974		3 073 974	-114 686
Le Vieux Collège	4 903 248		4 903 248	47 145
Jean Escudé	375 552		375 552	67 035
AGE DEFIS	3 292 670		3 292 670	-112 761
Les Chennevières	4 491 184		4 491 184	367 102
Subvention d'exploit		515 289		
TOTAL	16 468 436	515 289	16 983 725	-35 705

Le résultat net par établissement tient compte de la charge de frais de siège

Détail des produits et charges exceptionnels sur opérations de gestion

Les charges et produits exceptionnels sur opérations de gestion ne concernent que des cessions et mises au rebut d'immobilisation.

Nature	Produits	Nature	Charges
Sur opération de gestion		Sur opération de gestion	
		Pénalités	29 847
		Adm provisoire CEUV	86 280
Sur exercices antérieurs		Sur exercices antérieurs	
Abattement taxe salaires	21 381	Ecart caisse	2 451
Avoir énergie	26 437	Factures antérieures	1 680
Fermeture établissement	30 941		
Vir cpam	25		
Régularisation garantie	483		
Différence solde paie	32		
TOTAL	79 299	TOTAL	120 308

CERTIFIE
REGULIER ET SINCERE

Compte de résultat par catégorie

	Gestion contrôlée	Gestion propre	Apport SCI	TOTAL
Produits d'exploitation				
Subvent exploit.	515 289			515 289
Ventes de biens	5 828			5 828
Ventes de prestations de services	29 218			29 218
Concours publics	16 468 436			16 468 436
Reprise de provision	79 998			79 998
Autres produits	299 419			299 419
Total des produits d'exploitation	17 398 188			17 398 188
Charges d'exploitation				
Achats et charges externes	4 194 366	147		4 194 513
Impôts, taxes et versements assimilés	1 122 132			1 122 132
Salaires et traitements	8 356 428			8 356 428
Charges sociales	3 067 562			3 067 562
Dotation aux amortissements	655 616			655 616
Dotations aux provisions	275 832			275 832
Autres charges	157 805			157 805
Total des charges d'exploitation	17 830 742	147		17 830 889
Résultat d'exploitation	-441 554	-147		- 432 701
Produits financiers	12 804		759 051	771 855
Charges financières	85 019	89 794	81 127	255 940
Résultat financier	-72 215	-89 794	677 924	515 915
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	79 299			79 299
sur opérations en capital	129 941		1 500 000	1 629 941
Reprise de provision	263 030			263 030
Total des produits exceptionnels	472 271		1 500 000	1 972 271
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	120 308			120 308
sur opérations en capital	112 627		1 349 649	1 462 276
dotation provision réglementée	381			381
Total des charges exceptionnelles	233 316		1 349 649	1 582 965
Résultat exceptionnel	238 955		150 351	389 306
Total des produits	17 883 263		2 259 051	20 142 314
Total des charges	18 149 046	89 941	1 430 777	19 669 764
RESULTAT	-265 813	-89 941	828 274	472 520

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements reçus

Le découvert autorisé par le principal établissement bancaire s'élève à 700 K€